

QUI A PEUR DE LA NON-VIOLENCE?

Que faut-il dire, que faut-il faire pour que cesse l'assimilation, la confusion entraînée par cette notion? Qui dit non-violence ne dit pas, ni ne sous-entend la soumission à la violence d'autrui. Faut-il rappeler sans cesse que les deux hérauts les plus connus de cette pratique, Gandhi et Martin Luther King sont morts assassinés?

C'est en 1924 que Romain Rolland emploie pour la première fois le terme de «non-violence». En 1965, apparaissent un groupe et une revue *Anarchisme et non-violence* issus du mouvement des objecteurs de conscience opposés à la guerre d'Algérie. A la critique faite si souvent que les deux individus, cités plus haut, étaient des bourgeois, ANV avait répondu ainsi: «*Nous pouvons remarquer que ceux qui devinrent des leaders de mouvements non violents, étaient et sont tous issus de moyenne et haute bourgeoisie: un Gandhi, fils et petit-fils de premier ministre, avocat lui-même; Martin Luther King, pasteur, fils de pasteur; Helder Camara, archevêque; Lanza del Vasto, noble sicilien. Leur origine même aura une importance énorme dans le choix des luttes qu'ils mèneront. Tous commenceront à s'attaquer aux problèmes sociaux, en demandant le respect des règles de la démocratie bourgeoise: indépendance nationale, racisme, respect du travailleur, objection de conscience, et non en s'attaquant au problème de l'exploitation de l'homme par l'homme. Seul Chavez, du fait même de son origine, posera en fait le problème en termes de lutte de classes, même s'il ne s'exprime pas de cette façon. Organiser la lutte d'ouvriers sous-prolétariés contre les patrons de l'agro-business, qu'est-ce sinon de la lutte de classe contre classe?*».

Aujourd'hui, nous pouvons rajouter à leur propos, ceci: «*Le jour de sa mort, le 30 janvier 1948, Gandhi avait commencé un jeûne pour obliger le gouvernement de l'Inde à revenir sur sa décision de retenir le versement au Pakistan de la part du budget commun qui lui revenait, en invoquant l'invasion pakistanaise du Cachemire. Le pouvoir indien avait cédé pour ne pas voir Gandhi mourir. Cela avait rendu les fondamentalistes hindous furieux puisque cela apparaissait comme au détriment de la communauté hindoue*».

Martin Luther King quant à lui prononça son dernier sermon le 3 avril 1968 à Memphis Tennessee. Il était venu défendre les éboueurs de la ville en butte à des conditions de travail dignes de l'esclavage. Il proclamait alors la nécessité de boycotter tout à la fois des banques blanches en faveur de la banque Tri-State-Banque appartenant à des noirs, et des fabricants de produits alimentaires, comme le lait Sealtest, Hart's bread pour le pain, et aussi le boycott du Coca-cola. Le lendemain, il était assassiné. Il venait de lancer une attaque contre le business blanc.

En France même, des luttes non-violentes ont profondément marqué l'imaginaire, au point que leur dimension propre en a été effacée des mémoires. Qui allie encore les luttes du Larzac avec l'idée de non-violence? Pendant les années de service militaire, qui se souvient encore que la possibilité d'y échapper sans devenir hors-la-loi, a été la conséquence d'une lutte opiniâtre d'un anarchiste: Louis Lecoin en grève de la faim, prolongée par l'engagement radical et non-violent d'une poignée d'objecteurs et de leurs amis proches. 70.000 jeunes hommes ont ainsi pu aller faire autre chose, dans une occupation de leur choix. Faut-il aussi oublier que dans un petit village du Massif central, sous l'occupation nazie, quelques objecteurs de conscience non-violents, pasteurs de surcroît, organisèrent la sauvegarde de quelques 3.000 juifs?

Aujourd'hui, autour de nous, plein de choses se passent qui ne correspondent pas aux critères habituels prônés par les plus radicaux d'entre nous. Ceux-là n'ont cessé que de s'émerveiller de la violence des manifestations des *Gilets-jaunes*. Mais auraient-elles été possibles sans l'occupation non violente de fait, des ronds-points? Sans cette présence constante et bienveillante, n'y aurait-il même pas eu de *Gilets-jaunes*, en est-il ainsi des occupations de places, lot du printemps arabe, comme plus récemment à Khartoum au Soudan, en ce moment même à Bagdad en Irak. Là, comme pendant le HIRAK, les marches hebdomadaires algériennes, des nouvelles formes sociales naissent et se développent. Ce sont les prémisses de nouvelles sociétés.

Certes, la question de se défendre pose problème. Comment faire sans porter atteinte à l'humanité de nos agresseurs? Il existe en fait un tas de possibilités d'action dont, sans aucun doute, l'une d'elle, étant tout en refusant la confrontation directe, d'instaurer la non-coopération. C'est ce qui se passa en Norvège face aux Nazis. Traîne les pieds, appliquer les règlements à la lettre, oublier les possibilités d'action, par la désobéissance civile, sont légitimes. Mais là il se pose la question suivante:

Et la révolution?

C'est le mantra de tous ces textes venant des USA aux titres séducteurs et ravageurs. Nous en avons fait la critique dans un livre dont la recension est faite dans ce journal par ailleurs. Mais suffit-il de vraiment désirer la révolution comme se demande leur auteur dans un de ses textes? La non-violence va-t-elle vraiment à l'encontre d'un activisme révolutionnaire? Est-ce un moyen d'aller vers une révolution sans conséquence? Le passage par la violence armée est-il inévitable? C'est ce que beaucoup laissent entendre.

Nous pouvons sans problème faire un début de réponse. Toutes les révolutions armées qui ont «réussi», ont ouvert la voie à des régimes dictatoriaux dans les années qui ont suivi leur succès. Quand un régime dit démocratique a succédé à la tyrannie précédente, comme en Afrique du Sud, les habitudes de la violence meurtrière, de la clandestinité, tous les us indispensables à la vie hors la loi sont restés vivaces. Ce pays est le plus violent d'Afrique et l'on a vu dernièrement des manifestations xénophobes s'y produire, opposant des groupes noirs à d'autres groupes noirs venant d'autres pays africains.

Nous sommes bien d'accord; il n'y a pas eu de révolution non-violente. Les mouvements sociaux qui ont utilisé avec succès ces techniques comme moyen d'action, avaient le plus souvent un but restreint. A notre connaissance, le seul endroit où ce qui a pu ressembler à une révolution non-violente d'ampleur a été écrasé dans le sang. Il s'agit de la Syrie entre 2011 et 2013. Ce qui montre bien que l'emploi de techniques non-violentes ne garantit pas une répression sans violence. Pour une simple raison: c'est qu'il s'agit alors non seulement d'une confrontation avec le système en place mais aussi avec ses serviteurs dans leur moi profond. Ce qui leur est absolument insupportable.

Quant au désir de révolution... Nous pouvons citer Malatesta (1852-1932), à ce propos. Pour lui (*Umanita nova*, 1921) la révolution est d'abord un acte de volonté. Dans ce cadre l'utilisation de la violence est inévitable. *«L'esclave est toujours en état de légitime défense et donc, sa violence contre son maître, contre l'opprimeur, est toujours moralement justifiable; elle ne doit avoir pour règle qu'un seul critère. Il faut donc se préparer moralement et matériellement pour que la victoire soit au peuple quand éclatera la lutte violente»*.

On retrouve la même affirmation en tête du texte publié dans la revue *Timult*: *«La soumission de l'opprimé relève de l'ordre établi. Qu'il rompe cet ordre en brisant ses chaînes et en frappant le maître, voilà le scandale. Dans la langue des maîtres devenue langue commune, le violent n'est pas celui qui fait violence, mais le vilain qui ose se rebeller»*.

Cependant nous, anarchistes non-violents, affirmons donc que la révolution armée, si même elle ad- vient, est une impasse. De même, nous pouvons dire que d'une façon ou d'une autre la confrontation est inévitable. La seule question qui se pose aujourd'hui en ce premier quart du 21^{ème} siècle est de savoir si la révolution est encore possible. Qu'elle soit nécessaire n'est pas discutable. Le niveau d'injustice, de violence, d'exploitation a suivi celui de l'augmentation de la population. Ce que nous pouvons aussi dire c'est que l'idée même d'une révolution dans un seul pays relève du fantasme. Nous vivons dans un monde interconnecté tant du point de vue économique, du point de vue scientifique ou de quelque autre façon. C'est la conséquence de l'extension du capitalisme mondialisé. Nous vivons dans un monde interdépendant, où chaque production est devenue impossible sans la médiation d'intervenants extérieurs. Nous devons en tenir compte pour penser le changement social. Adviennent alors les transformations climatiques! Quelle place pour la révolution, là, ou plutôt quelle forme peut-elle encore prendre? Pablo Servigne dans un petit livre *Éloges des mauvaises herbes* (LLL 2018) publié en soutien à *Notre Dame des Landes*, nous disait:

«Notre monde s'effondre, c'est un secret de polichinelle. Quel monde? Des pans entiers du système Terre: des écosystèmes, des espèces de mammifères ou d'insectes, des populations d'êtres vivants non humains, des calottes glaciaires, des courants océaniques, des zones maritimes ou des coraux. Et puis des pans entiers de sociétés humaines: des pays dévastés par les guerres, des populations déplacées par la désertification, des tribus décimées par la modernisation, des destins brisés sur les chemins des migrations, des classes sociales délaissées par la mondialisation, et même des idéologies, des croyances, une confiance en l'avenir, ou encore une certaine idée du progrès».

Aujourd'hui, à l'épreuve de ce qui se passe autour de nous que nous reste-t-il? C'est pourtant dans ces rues remplies de monde défilant avec fermeté mais sans volonté d'en découdre, c'est sur ces places, ces ronds-points où se créent des nouvelles socialités qu'une nouvelle société montre le bout de son nez à travers les actes de désobéissance civile.

Pierre SOMMERMEYER.
